

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12130]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het verslag over de wijze waarop het lid van het administratief personeel van de onderwijsinstellingen en de PMS-centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in tijdelijk verband aangesteld, zijn opdracht heeft volbracht

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 tot vaststelling van het model van verslag over de manier waarop het tijdelijke lid van het administratief personeel van de onderwijsinstellingen en van de psycho-medisch-sociale centra, ingericht door de Franse Gemeenschap, zijn taak heeft volbracht;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie, en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het verslag over de wijze waarop het lid van het administratief personeel van de onderwijsinstellingen en de PMS-centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in tijdelijk verband aangesteld, zijn opdracht heeft volbracht, wordt opgesteld volgens het als bij dit besluit gevoegde model.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 tot vaststelling van het model van verslag over de manier waarop het tijdelijke lid van het administratief personeel van de onderwijsinstellingen en van de psycho-medisch-sociale centra, ingericht door de Franse Gemeenschap, zijn taak heeft volbracht, wordt opgeheven.

Art. 3. De Ministers bevoegd voor het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 12 april 2019 .

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hoger Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12131]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, notamment les articles 74 et 222;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 1967 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le bulletin de signalement et la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 12 avril 1967 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, est abrogé.

Art. 3. Les Ministres ayant le statut des personnels administratif, de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et du Droit des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Bulletin de signalement¹ des membres du personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Etablissement d'enseignement :

Signalement de Mme/M. (nom et prénom) :

Diplôme :

Fonction :

Attribué le :

Mention de signalement attribuée :

Très bon

Bon

Insuffisant

Motivation du signalement² :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date

Signature du chef d'établissement :

.....

¹ Le bulletin de signalement doit être rédigé entre le 15 avril et le 15 mai de chaque année scolaire ou académique. Il peut être rédigé à tout moment de l'année s'il est rédigé à la demande du membre du personnel (arts. 69 et 217 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française)

² La motivation du signalement peut, le cas échéant, être rédigée sur une feuille libre portant l'entête de l'établissement et être annexée à la présente.

Ce bulletin de signalement et une copie ont été remis à l'intéressé(e) en date du

Signature du chef d'établissement :

Visa³ du membre du personnel :

.....

Pris connaissance de la mention de signalement attribuée⁸ :

D'accord

Pas d'accord⁴ pour les motifs suivants

.....

Date

Signature de l'intéressé(e) :

.....

Ce bulletin a été remis au chef d'établissement en date du :

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

Après avoir pris connaissance de la réclamation⁵ datée du et des motifs invoqués par l'intéressé(e), je décide⁶ :

- de maintenir la mention :
- de modifier la mention :

Date :

Signature du chef d'établissement :

.....

Cette décision a été notifiée au membre du personnel intéressé en date du :

³ Le membre du personnel vise et date le bulletin de signalement original dans les 10 jours à partir du moment où celui-ci lui est soumis.

⁴ Si le membre du personnel estime que la mention lui attribuée n'est pas justifiée, il vise le bulletin de signalement sous réserve et fait parvenir dans les 10 jours une réclamation écrite motivée au chef d'établissement.

⁵ Dans les 10 jours de la réception de la réclamation, le directeur notifie sa décision définitive au membre du personnel.

⁶ Biffer la mention inutile.

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

Pris connaissance de la décision définitive⁸ :**D'accord** **Pas d'accord⁷**

Date :

Signature du membre du personnel :

.....

Un recours écrit est / n'est pas joint à ce rapport

Date d'introduction du recours⁸:

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

Ce bulletin de signalement, le recours éventuel a (ont) été adressé(s) à l'Administration générale des personnel de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française en date du⁹

Signature du chef d'établissement :

.....

⁷Dans les vingt jours qui suivent la réception de cette notification, le membre du personnel a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours.

⁸ Ne remplir que si un recours est introduit.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Bruxelles, le 12 avril 2019.

**Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et du Droit des femmes,
R. DEMOTTE**

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J. Cl. MARCOURT**

**La Ministre de l'Éducation,
M. M. SCHYNS**

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Fiche individuelle des membres du personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de l'Etat.

Etablissement d'enseignement :

Fiche de Mme/M. (nom, prénom) :

Faits ou constatations favorables (1) : Analyse succincte, Date(s)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Faits ou constatations défavorables (1) : Analyse succincte, Date(s)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signature du chef d'établissement :

Visa du membre du personnel :

.....

Cette fiche individuelle et une copie ont été remises au membre du personnel en date du

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

(1) Ces faits ou constatations ne peuvent avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Ces faits doivent être précis et concrets.

Si le membre du personnel estime que cette relation des faits n'est pas fondée il vise la fiche individuelle et la restitue dans les dix jours, accompagnée d'une réclamation écrite, au chef d'établissement. Cette réclamation est annexée à la fiche individuelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française,

Bruxelles, le 12 avril 2019.

**Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et du Droit des femmes,
R. DEMOTTE**

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J. Cl. MARCOURT**

**La Ministre de l'Education,
M. M. SCHYNS**

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12131]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het model van de beoordelingsstaat en van het model van de persoonlijke fiche van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 74 en 222;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 april 1967 houdende vaststelling van het model van de beoordelingsstaat en van het model van de persoonlijke fiche van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager-, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie, en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beoordelingsstaat en van het model van de persoonlijke fiche van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden opgesteld overeenkomstig de modellen als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 12 april 1967 houdende vaststelling van het model van de beoordelingsstaat en van het model van de persoonlijke fiche van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager-, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 3. De Ministers bevoegd voor van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hoger Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12132]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle du bulletin de signalement et de la fiche individuelle du membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, l'article 59;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002 fixant le modèle du bulletin de signalement et de la fiche individuelle du membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle du membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif, sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002 fixant le modèle du bulletin de signalement et de la fiche individuelle du membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif, est abrogé.